



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 30 JUIN 2023

L'an deux mille vingt trois, le trente juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

KERLAN Frédéric

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CORNEC Elodie (pouvoir à BLANDIN Lénéaïc)
LANGUENOU Céline (pouvoir à HERVOIR Stéphane)
MEVEL Stéphanie (pouvoir à BODENEZ Guillaume)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
SOUN Véronique (pouvoir à TANGUY Anne)
LIEGEOIS Hervé (pouvoir à SERGENT André)

Conseil de Communauté du 30 juin 2023
Délibération n°DCC2023_112

Objet	Contrat d'apprentissage
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le contrat d'apprentissage est un contrat de droit privé par lequel l'employeur s'engage à financer la formation, verser une rémunération, mais également à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, dispensée pour partie en entreprise ou en collectivité et pour partie en centre de formation d'apprentis ou section d'apprentissage (article L. 6221-1 du code du travail).

L'apprenti s'oblige, en retour, en vue de sa formation, à travailler pour cet employeur, pendant la durée du contrat, et à suivre cette formation.

L'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

Si ce dispositif s'accompagne d'exonérations de charges patronales et de charges sociales, la collectivité devra supporter le coût salarial restant ainsi que le coût des frais pédagogiques, car les collectivités ne cotisent pas à la taxe d'apprentissage. Le coût de revient à la charge de l'employeur dépend de la formation envisagée et de l'âge de l'apprenti(e).

L'accueil d'un apprenti présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui.

Les services concernés devront désigner un maître d'apprentissage justifiant des compétences nécessaires à la transmission des savoir-faire, et doté de qualités pédagogiques et morales. Une NBI de 20 points lui sera attribuée. Une prime pourra être versée aux agents contractuels désignés comme maître d'apprentissage. Le versement de la NBI/prime interviendra au 1er jour du contrat et cessera d'être versée à la date d'échéance du contrat de l'apprenti.

Il revient à l'assemblée délibérante de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage.

DÉLIBÉRATION:

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le code du travail, et en particulier les articles L. 6211-1 et suivants, les articles D. 6211-1 et suivants,

Vu la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel,

Vu l'ordonnance n°2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle,

Vu le décret n° 2016-1998 du 30 décembre 2016 fixant la liste des collectivités territoriales autorisées

à participer aux expérimentations prévues aux articles 76 et 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

Vu le décret n° 2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en œuvre de la contribution du Centre national de la fonction publique territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,

Vu l'avis du comité technique en date du 7 juin 2023.

Vu l'avis favorable de la Commission ressources du 16 juin 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 30 mai 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : décide de recourir au contrat d'apprentissage,

Article 2 : décide d'autoriser l'autorité territoriale à exécuter toutes les démarches nécessaires

au recrutement d'un apprenti conformément au tableau suivant :

Service d'accueil de l'apprenti	Fonctions de l'apprenti	Diplôme ou titre préparé par l'apprenti	Durée de la formation
Aqualorn	Éducateur sportif (animation et enseignement des différentes activités) et surveillance des différentes activités	Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport, spécialisation Activités Aquatiques et Natation – BPJPES AAN	Niveau 4 1 an

Article 3 : précise que les crédits nécessaires seront inscrits au budget,

Article 4 : autorise le président ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec le Centre de Formation d'Apprentis.